ROYAUME DE BELGIQUE.

AVIS DU CONSEIL D'ETAT.

Le CONSEIL D'ETAT, section de législation, deuxième chambre, saisi par le Ministre de la Défense nationale, le 9 juin 1977, d'une demande d'avis sur un projet d'arrêté royal "relatif aux engagements et aux rengagements volontaires en temps de paix", a donné le 4 juillet 1977 l'avis suivant :

KONINKRIJK BELGIE.

ADVIES VAN DE RAAD VAN STATE.

De RAAD VAN STATE, afdeling wetgeving, tweede kamer, de 9e juni 1977 door de Minister van Landsverdediging verzocht hem van advies te dienen over een ontwerp van koninklijk besluit "betreffende de vrijwillige dienstnemingen en wederdienstnemingen in vredestijd", heeft de 4e juli 1977 het volgend advies gegeven :

PREAMBULE.

Le visa de l'article 68 de la Constitution est superflu. Le fondement légal de toutes les dispositions du projet se trouve dans la loi du 13 juillet 1976.

*

Au troisième alinéa, l'arrêté du Régent du 20 septembre 1949 et l'arrêté royal du 20 octobre 1959 ont été abrogés implicitement par l'arrêté royal du 28 mars 1964. Ils peuvent être omis.

La mention de l'arrêté royal du 7 août 1973 peut également être omise.

EXAMEN DES ARTICLES.

Article ler.

Afin de souligner le caractère technique de l'expression "engagement ou rengagement initial", il est proposé de rédiger l'article ler comme suit :

"Article ler.-

Au sens du présent arrêté, est qualifié d'initial l'engagement ou le rengagement souscrit par celui qui est admis dans une des catégories suivantes de militaires, que celui-ci ait déjà ou n'ait pas encore contracté un engagement ou un rengagement dans une autre de ces catégories: ... (la suite comme au projet)".

.../...

Article 2.

Cet article serait mieux rédigé comme suit :

"Article 2.-

Tout engagement ou rengagement initial met fin de plein droit et à sa date à l'engagement ou au rengagement antérieur".

Article 3.

Le 2° du § 1er serait mieux rédigé comme suit :

"2° satisfaire aux conditions d'âge exigées pour la catégorie dans laquelle le candidat sollicite son admission".

*

Le 3° doit être complété par l'intitulé de la loi du 13 juillet 1976 : "relative aux effectifs en officiers et aux statuts du personnel des forces armées;".

*

Une des conditions prévues au 5° manque de précision. Il est difficile de déterminer ce qu'on entend par "posséder l'honorabilité exigée d'un militaire de la catégorie de personnel pour laquelle il est candidat".

.../...

Le Conseil d'Etat propose la rédaction suivante : "être de conduite irréprochable".

Cette rédaction a été proposée par le Conseil d'Etat pour l'article 2 du projet devenu l'arrêté royal du 31 août 1976.

Cette rédaction a d'ailleurs l'avantage d'être en harmonie avec celle qui est utilisée pour les agents de l'Etat par l'arrêté royal du 2 octobre 1937 (article 16, § 1er, 2°).

La même observation vaut pour l'article 5 du projet.

Article 4.

Dans l'annexe dont il est fait mention à l'article 4, § 1er, la note préliminaire, qui ne fait que reproduire les dispositions de l'article 6 de l'arrêté en projet, n'a qu'une valeur de rappel et ne doit pas figurer dans le texte du certificat.

Tout au plus pourrait-elle faire l'objet d'une note à laquelle il serait fait renvoi dans l'intitulé du certificat.

Au § 2, les mots "puissance paternelle" doivent être remplacés par "autorité parentale" comme il a été fait dans la loi du 8 juillet 1976 organique des centres publics d'aide sociale (articles 63, 64 et 68)

.../...

ainsi qu'à l'article 2 de la loi du 14 juillet 1976 relative aux droits et devoirs respectifs des époux et aux régimes matrimoniaux, qui modifie l'article 1388 du Code civil.

Le § 2 devrait être rédigé comme suit :

"§ 2. S'il y a lieu, le bourgmestre délivre une déclaration relatant les circonstances qui justifient le défaut de consentement de la ou des personnes qui exercent à l'égard du candidat, l'autorité parentale".

Article 6.

Le début du 3° devrait être rédigé comme suit :

"3° le militaire du cadre actif auquel l'emploi ...".

*

Au 6°, les condamnations prononcées à l'étranger ne présentant pas toujours les garanties d'objectivité indispensables, mieux vaudrait ne pas prévoir comme cas d'exclusion les condamnations prononcées dans de telles conditions.

Il appartiendra toujours à l'autorité compétente d'apprécier si une condamnation prononcée à l'étranger démontre que le candidat ne possède pas les qualités

.../...

morales requises.

*

Le 10° devrait être rédigé comme suit :

"10° la candidate qui se trouve en état de grossesse".

Article 7.

In fine de cet article, il y a lieu de remplacer les termes "qu'il répond aux conditions fixées à l'article 6, 1° à 9°" par "qu'il ne se trouve pas dans l'un des cas prévus par l'article 6, 1° à 9°".

Article 8.

Il serait opportun que la décision de refus d'engagement ou de rengagement soit motivée.

D'accord avec le fonctionnaire délégué, il est proposé de rédiger cet article comme suit :

"Article 8.-

Le Ministre de la Défense nationale ou l'autorité militaire qu'il désigne accepte ou refuse les engagements ou rengagements par décision motivée.

Le refus de rengagement initial est notifié au milicien sous les armes trois mois au plus tard avant

.../...

l'expiration de son terme de milice pour autant que la demande de rengagement ait été introduite quatre mois au moins avant cette date".

Article 9.

Selon les renseignements fournis par le fonctionnaire délégué, le terme "rengagements successifs" qui figure dans l'intitulé du chapitre II et à l'article 9 du projet, désigne des engagements qui se succèdent sans solution de continuité, à l'exception du cas prévu par l'article 15, § 5, de la loi du 13 juillet 1976.

Le Conseil d'Etat propose, dès lors, le texte suivant qui formerait le premier alinéa de l'article 9 :

"Sans préjudice de la réintégration prévue à l'article 15, § 5, de la loi du 13 juillet 1976, les rengagements prévus au présent chapitre sont ceux qui se succèdent sans solution de continuité".

Article 10.

La fin de la première phrase du § 1er devrait être rédigée comme suit :

" ... d'une durée minimum d'un an et d'une durée maximum de trois ans en fonction de la durée de l'absence pour motif de santé à laquelle il peut encore

.../...

prétendre".

La seconde phrase de ce même paragraphe devrait faire partie du paragraphe 3. Par ailleurs, il y aurait lieu de préciser la durée du rengagement auquel aurait droit le militaire temporaire féminin.

La rédaction suivante est proposée pour le § 2.

"§ 2. L'engagement ou le rengagement du militaire temporaire qui, au moment où son engagement ou rengagement vient à expiration, se trouve en traitement dans un hôpital, est prorogé d'office jusqu'à ce que l'intéressé quitte l'hôpital".

Articles 11 et 12.

D'accord avec le fonctionnaire délégué, il est proposé d'intervertir l'ordre de ces articles.

L'article 11 devrait être rédigé comme suit :

"Article 11.-

Le Ministre de la Défense nationale ou l'autorité militaire qu'il désigne accepte ou refuse les rengagements par décision motivée".

L'article 12 reproduirait le texte de l'article 11 du projet.

.../...

Article 13.

Dans la seconde phrase du § 1er, il y a lieu de remplacer les mots "A cette fin" par "En cette qualité". La même observation vaut pour d'autres dispositions du projet.

La fin de cette seconde phrase serait mieux rédigée comme suit : " ... selon que le § 3 ou le § 4 de l'article 15 de la loi du 13 juillet 1976 lui est applicable".

La même observation vaut pour d'autres dispositions du projet.

Au § 2, par souci de précision, le Conseil d'Etat propose le texte suivant :

"§ 2. Celui qui a perdu la qualité de candidat officier temporaire et qui est admis .... à laquelle il est admis en cette dernière qualité".

Articles 14 et 15.

D'accord avec les fonctionnaire délégué, il est proposé d'intervertir l'ordre de ces articles. Il est, en effet, illogique de formuler un cas particulier avant d'énoncer la règle générale.

Par ailleurs, dans l'article 14 actuel, les mots "enrôlé" et "l'enrôlement" doivent être remplacés par "engagé" et "l'engagement".

.../...

Articles 17 et 18.

Les textes suivants, qui ont reçu l'accord du fonctionnaire délégué sont proposés :

"Article 17, § 1er.

L'engagement ou le rengagement du militaire temporaire peut, moyennant un préavis de trois mois, être résilié d'office lorsque est constatée l'incapacité professionnelle de ce militaire ou lorsque la conduite ou la manière de servir de ce dernier est mauvaise.

A cette fin, tout chef de corps ou autorité hiérarchique supérieure établit un rapport circonstancié contenant :

1° un exposé des faits;
2° un avis motivé sur leur gravité;
3° une proposition tendant à la comparution de l'intéressé devant un conseil d'enquête.

§ 2. Les dispositions réglementaires relatives au conseil d'enquête, à la procédure préalable et au fonctionnement de ce conseil sont applicables à la résiliation des engagements et rengagements des militaires temporaires prononcée en application du § 1er.

§ 3. En ce qui concerne les volontaires temporaires qui n'ont pas accompli un an au moins de service effectif, le chef de corps de l'intéressé transmet au Ministre de la Défense nationale, sans l'intervention du conseil d'enquête, une proposition fondée sur les motifs énoncés au § 1er, en vue de la résiliation de l'engagement ou du rengagement, moyennant un préavis de trois mois.

.../...

§ 4. Les dispositions du § 2 ne s'appliquent pas aux candidats officiers ou sous-officiers temporaires."

"Article 18.-

La résiliation de l'engagement ou du renga-gement prévue à l'article 17 est prononcée :

1° par Nous après avis motivé du conseil d'enquête, lorsqu'il s'agit d'un officier;
2° par le Ministre de la Défense nationale après avis motivé du conseil d'enquête lorsqu'il s'agit d'un sous-officier;
3° par le Ministre de la Défense nationale ou par l'autorité militaire qu'il désigne sur proposition des supérieurs hiérarchiques ou après avis motivé du conseil d'enquête selon le cas, lorsqu'il s'agit d'un volontaire".

Article 19.

Aux deux premiers alinéas du § 1er, les mots "pour autant" doivent être remplacés par "à la condition".

Au § 3, la référence à l'article 27 de l'arrêté royal du 20 juin 1975 doit être omise.

Articles 20 et 21.

De l'accord du fonctionnaire délégué, il conviendrait d'intervertir l'ordre de ces articles.

.../...

Par ailleurs, l'article 20 devrait être rédigé comme suit :

"Article 20.-

Le candidat officier ou sous-officier de carrière obtient de son chef de corps la résiliation de l'engagement qu'il avait souscrit en qualité de candidat officier ou de candidat sous-officier s'il en fait la demande écrite dans les six premiers mois de sa formation".

Article 21.

Au § 1er, les mots "la perte de la qualité de candidat officier ou de candidat sous-officier de carrière" doivent être remplacés par "la résiliation de l'engagement qu'il avait souscrit en qualité de candidat officier ou de candidat sous-officier de carrière".

Article 22.

Le premier alinéa de cet article peut être omis.

Le second alinéa devrait être rédigé comme suit :

"Le candidat qui a bénéficié de l'application de l'article 20 ou de l'article 21 peut, à sa demande, être autorisé à servir ... (la suite comme au projet, sauf à écrire in fine : selon que le § 3 ou le § 4

.../...

de l'article 15 de la loi du 13 juillet 1976 lui est applicable)".

Article 23.

Le début de cet article devrait se lire comme suit :

"L'article 16 est applicable ...".

Article 24.

Le Conseil d'Etat propose le texte suivant qui a reçu l'accord du fonctionnaire délégué :

"Article 24.-

Les articles 14, 15, 16 et 17, § 1er, du présent arrêté sont applicables à la résiliation des engagements des élèves militaires de l'Ecole royale des cadets.

La résiliation de ces engagements en application de l'article 17, § 1er, est prononcée sur proposition du commandant de l'Ecole royale des cadets, par le Ministre de la Défense nationale ou l'autorité militaire qu'il désigne."

.../...

Article 25.

Au troisième alinéa du § 1er, il y a lieu de remplacer les mots "qu'il désigne" par "que celui-ci désigne,".

Le § 2 devrait être rédigé comme suit :

"§ 2. Si le maintien de l'intéressé présente un danger pour la discipline ou la bonne marche du service, le délai de préavis ... (la suite comme au projet).

Article 26.

De l'accord du fonctionnaire délégué, cet article peut être omis.

Article 27.

De l'accord du fonctionnaire délégué, cet article peut être omis.

Article 28.

Cet article pourrait être scindé en deux articles différents:

"Article 26.-

Le Ministre de la Défense nationale détermine le modèle ...".

.../...

"Article 27.-

Le militaire reçoit un exemplaire ...".

*

Il y aurait lieu de fusionner les dispositions des chapitres VIII et IX en un chapitre unique qui serait intitulé "Dispositions modificatives et abrogatoires" et de reprendre les modifications et les abrogations prévues dans l'ordre chronologique.

AANHEF.

De verwijzing naar artikel 68 van de Grondwet is overbodig. Alle bepalingen van het ontwerp vinden hun rechtsgrond in de wet van 13 juli 1976.

*

Het besluit van de Regent van 20 september 1949 en het koninklijk besluit van 20 oktober 1959 waarnaar in het derde lid wordt verwezen, zijn stilzwijgend opgeheven bij het koninklijk besluit van 28 maart 1964. Zij hoeven niet te worden vermeld.

Ook de vermelding van het koninklijk besluit van 7 augustus 1963 kan vervallen.

ONDERZOEK VAN DE ARTIKELEN.

Artikel 1.

Om het technische van de term "dienstneming of eerste wederdienstneming" te doen uitkomen leze men artikel 1 als volgt :

"Artikel 1.-

In de zin van dit besluit wordt dienstneming of eerste wederdienstneming genoemd de dienstneming of de wederdienstneming aangegaan door degene die toegelaten wordt tot een van de volgende categorieën van militairen, ongeacht of hij al dan niet reeds een dienstneming of een

.../...

wederdienstneming heeft aangegaan in een andere van die categorieën. ... (voorts zoals in het ontwerp)".

Artikel 2.

Dit artikel zou beter als volgt worden geredigeerd :

"Artikel 2.-

Iedere dienstneming of eerste wederdienstneming doet de vroegere dienstneming of wederdienstneming van rechtswege en op haar datum eindigen".

Artikel 3.

De tekst onder 2° van § 1 kan beter als volgt worden geredigeerd :

"2° voldoen aan de leeftijdsvereisten voor de categorie waarvoor hij solliciteert".

*

De tekst onder 3° moet worden aangevuld met het opschrift van de wet van 13 juli 1976 : "betreffende de getalsterkte aan officieren en de statuten van het personeel van de krijgsmacht;".

*

Een van de voorwaarden die onder 5° zijn vermeld is niet voldoende nauwkeurig geformuleerd. Het is moeilijk uit te maken wat wordt verstaan onder

"de eerbaarheid bezitten die is vereist van een militair van de personeelscategorie waarvoor hij kandidaat is".

De Raad van State stelt de volgende tekst voor : "van onberispelijk gedrag zijn".

Deze tekst is door de Raad van State voorgesteld voor artikel 2 van het ontwerp dat het koninklijk besluit van 31 augustus 1976 geworden is.

Zij biedt overigens het voordeel dat zij in overeenstemming is met de tekst die voor het rijkspersoneel is gebruikt in het koninklijk besluit van 2 oktober 1937 (art. 16, § 1, 2°).

Dezelfde opmerking geldt voor art. 5 van het ontwerp.

Artikel 4.

In de bijlage waarvan melding wordt gemaakt in artikel 4, § 1, heeft de voorafgaande nota, die slechts de overname is van de bepalingen van artikel 6 van het ontwerp-besluit, slechts de waarde van een herhaling; zij hoeft niet in de tekst van het getuigschrift te staan.

Ten hoogste zou kunnen worden opgenomen in een noot waarnaar in het opschrift van het getuigschrift zou worden verwezen.

In § 2 moeten de woorden "de ouderlijke macht" worden vervangen door "het ouderlijk gezag", zoals gedaan

.../...

is in de organieke wet van 8 juli 1976 betreffende de openbare centra voor maatschappelijk welzijn (artikelen 63, 64 en 68) alsook in artikel 2 van de wet van 14 juli 1976 betreffende de wederzijdse rechten en verplichtingen van echtgenoten en de huwelijksvermogenstelsels, dat artikel 1388 van het Burgerlijk Wetboek wijzigt.

§ 2 zou als volgt moeten worden geredigeerd :

"§ 2. In voorkomend geval geeft de burgemeester een verklaring af waarin de omstandigheden worden uiteengezet die het ontbreken van de toestemming van de persoon of de personen die over de kandidaat het ouderlijk gezag uitoefenen, verantwoorden".

Artikel 6.

De tekst onder 3° zou als volgt moeten worden geredigeerd :

"3° de militair van het actief kader die wegens ontslag van ambtswege of pensionering van ambtswege definitief van zijn ambt is ontheven".

*

De onder 6° bedoelde uitgesproken veroordelingen in het buitenland bieden niet steeds de onontbeerlijke waarborgen van objectiviteit; daarom ware het beter de onder die omstandigheden uitgesproken veroordelingen niet

.../...

niet onder de gevallen van uitsluiting op te nemen.

De bevoegde overheid zal steeds dienen uit te maken of een in het buitenland uitgesproken veroordeling aantoont dat de kandidaat niet de vereiste morele hoedanigheden bezit.

*

De tekst onder 10° zou als volgt moeten worden geredigeerd :

"10° de kandidate die zwanger is".

Artikel 7.

Aan het slot van dit artikel vervange men de woorden "verzekert te voldoen aan de vereisten die bij artikel 6, 1° tot 9° zijn bepaald" door de woorden : "bevestigt dat hij zich niet bevindt in een van de gevallen bepaald in artikel 6, 1° tot 9°".

Artikel 8.

Het zou opportuun zijn de beslissing waarbij een dienstneming of wederdienstneming wordt geweigerd met redenen te omkleden.

.../...

In overleg met de gemachtigde ambtenaar wordt voorgesteld dit artikel als volgt te redigeren :

"Artikel 8.

De Minister van Landsverdediging of de militaire autoriteit die hij aanwijst aanvaardt of weigert de dienstnemingen of wederdienstnemingen bij een met redenen omklede beslissing.

Wordt een eerste wederdienstneming geweigerd, dan wordt dit uiterlijk drie maanden voor het einde van de dienstplichttermijn ter kennis gebracht van de dienstplichtige die onder de wapens is voor zover de aanvraag tot wederdienstneming ten minste vier maanden vóór die datum werd ingediend".

Artikel 9.

Naar de gemachtigde ambtenaar heeft verklaard, worden met de term "opeenvolgende wederdienstnemingen" die voorkomt in het opschrift van hoofdstuk II en in artikel 9 van het ontwerp bedoeld de dienstnemingen die zonder onderbreking op elkaar volgen, met uitzondering van het geval bepaald in art. 15, § 5 van de wet van 13 juli 1976.

De Raad van State stelt dan ook de volgende tekst voor, die het eerste lid van artikel 9 zou vormen :

"Onverminderd de wederopneming bedoeld in art. 15, § 5, van de wet van 13 juli 1976, zijn de in dit hoofdstuk

.../...

bedoelde wederdienstnemingen die welke elkaar zonder onderbreking opvolgen".

Artikel 10.

Het slot van de eerste volzin van § 1 zou als volgt moeten worden geredigeerd :

" ... mag een wederdienstneming aangaan van ten minste een jaar en ten hoogste drie jaar volgens de duur van de periode gedurende welke hij om gezondheidsredenen nog mag afwezig blijven".

De tweede volzin van dezelfde paragraaf zou in § 3 moeten komen. Anderzijds zou de duur moeten worden gepreciseerd van de wederdienstneming waarop de tijdelijke militair van het vrouwelijk geslacht recht mocht hebben.

Voor § 2 wordt de volgende redactie voorgesteld :

"§ 2. De dienstneming of de wederdienstneming van de tijdelijke militair die op het tijdstip dat zijn dienstneming of wederdienstneming verstrijkt, in behandeling is in een hospitaal, wordt van ambtswege verlengd totdat de betrokkene het hopitaal verlaat".

Artikelen 11 en 12.

In overleg met de gemachtigde ambtenaar wordt voorgesteld deze artikelen in omgekeerde volgorde in het ontwerp op te nemen.

.../...

Artikel 11 zou als volgt moeten worden geredigeerd :

"Artikel 11.-

De Minister van Landsverdediging of de militaire autoriteit die hij aanwijst, aanvaardt of weigert de wederdienstnemingen bij een met redenen omklede beslissing".

In artikel 12 zou de tekst van artikel 11 van het ontwerp worden overgenomen.

Artikel 13.

In de tweede volzin van § 1 vervange men de woorden "Te dien einde" door de woorden "In die hoedanigheid".

Dezelfde opmerking geldt ook voor andere bepalingen van het ontwerp.

Het slot van die tweede volzin zou beter als volgt worden geredigeerd : "... naargelang § 3 dan wel § 4 van artikel 15 van de wet van 13 juli 1976 op hem toepasselijk is".

Dezelfde opmerking geldt ook voor andere bepalingen van het ontwerp.

Voor § 2 stelt de Raad van State nauwkeurigheidshalve de volgende tekst voor :

"§ 2. Hij die geen kandidaat-tijdelijke officier meer is en zijn opleiding als kandidaat-onderofficier

.../...

mag voortzetten, moet ... op de datum waarop hij in deze laatste hoedanigheid is toegelaten".

Artikelen 14 en 15.

In overleg met de gemachtigde ambtenaar wordt voorgesteld deze artikelen in omgekeerde volgorde in het ontwerp op te nemen. Het is immers onlogisch een bijzonder geval te regelen alvorens de algemene regel te stellen.

Anderzijds moeten in de Franse tekst van het huidige artikel 14 de woorden "enrôlé" en "l'enrôlement" onderscheidelijk worden vervangen door "engagé" en "l'engagement".

Artikelen 17 en 18.

Voor deze artikelen worden de volgende teksten voorgesteld, waarmede de gemachtigde ambtenaar zijn instemming heeft betuigd :

"Artikel 17.-

§ 1. De dienstneming of de wederdienstneming van de tijdelijke militair kan, met een opzegging van drie maanden, van ambtswege worden verbroken wanneer wordt vastgesteld dat die militair uit een professioneel oogpunt ongeschikt is of wanneer zijn gedrag of zijn wijze van dienen slecht is.

.../...

Te dien einde maakt elke korpscommandant of hogere hiërarchische autoriteit een omstandig verslag op waarin zijn opgenomen :

1° een uiteenzetting van de feiten;
2° een met redenen omkleed advies over de ernst van die feiten;
3° een voorstel om de betrokkene voor een onderzoeksraad te doen verschijnen.

§ 2. De reglementaire bepalingen betreffende de onderzoeksraad, de voorafgaande procedure en de werkwijze van die raad zijn van toepassing op de verbreking van de dienstnemingen en wederdienstnemingen van de tijdelijke militairen, uitgesproken met toepassing van § 1.

§ 3. Wat de tijdelijke vrijwilligers betreft die niet ten minste één jaar werkelijke dienst hebben volbracht, stuurt de korpscommandant van de betrokkene aan de Minister van Landsverdediging, zonder tussenkomst van de onderzoeksraad, een voorstel tot verbreking van de dienstneming of de wederdienstneming met drie maanden opzegging, dat berust op de beweegredenen opgesomd in § 1.

§ 4. De bepalingen van § 2 zijn niet van toepassing op de kandidaat-tijdelijke officieren of onderofficieren.

Artikel 18.

De verbreking van de dienstneming of van de wederdienstneming, bedoeld in artikel 17, wordt uitgesproken :

.../...

1° door Ons na een met redenen omkleed advies van de onderzoeksraad zo het om een officier gaat;
2° door de Minister van Landsverdediging na met redenen omkleed advies van de onderzoeksraad, zo het om een onderofficier gaat;
3° door de Minister van Landsverdediging of door de militaire autoriteit die hij aanwijst, op voorstel van de hiërarchische meerderen of na een met redenen omkleed advies van de onderzoeksraad, al naar het geval, zo het om een vrijwilliger gaat".

Artikel 19.

In de eerste twee alinea's van § 2 moeten de woorden "voor zover" worden vervangen door "op voorwaarde dat".

In § 3 moet de verwijzing naar artikel 27 van het koninklijk besluit van 20 juni 1975 vervallen.

Artikelen 20 en 21.

Met goedvinden van de gemachtigde ambtenaar kan de volgorde van deze artikelen worden omgekeerd.

Artikel 20 zou overigens als volgt moeten worden geredigeerd :

"Artikel 20.-

De kandidaat-beroepsofficier of -beroepsonderofficier verkrijgt van zijn korpscommandant de verbreking van de dienstneming welke hij had aangegaan als kandidaat-officier

.../...

of als kandidaat-onderofficier, indien hij er schriftelijk om verzoekt binnen de eerste zes maanden van zijn opleiding".

Artikel 21.

In § 1 moeten de woorden "het verlies van zijn hoedanigheid van kandidaat-beroepsofficier of van kandidaat-beroepsonderofficier" worden vervangen door "de verbreking van de dienstneming die hij had aangegaan als kandidaat-beroepsofficier of kandidaat-beroepsonderofficier".

Artikel 22.

Het eerste lid van dit artikel kan vervallen. Het tweede lid zou als volgt moeten worden geredigeerd : "De kandidaat op wie artikel 20 of artikel 21 toegepast is, kan, op zijn verzoek, worden gemachtigd om als tijdelijke vrijwilliger dienst te doen ... (voorts zoals in het ontwerp, maar aan het slot schrijve men : "naargelang § 3 dan wel § 4 van artikel 15 van de wet van 13 juli 1976 op hem toepasselijk is").

Artikel 23.

Dit artikel zou als volgt moeten beginnen : "Artikel 16 is van toepassing op ...".

.../...

Artikel 24.

De Raad van State stelt de volgende tekst voor, waarmede de gemachtigde ambtenaar heeft ingestemd :

"Artikel 24.-

De artikelen 14, 15, 16 en 17, § 1, van dit besluit zijn van toepassing op de verbreking van de dienstnemingen van de militaire leerlingen van de koninklijke cadettenschool.

De verbreking van die dienstnemingen op grond van artikel 17, § 1, wordt door de Minister van Landsverdediging of door de militaire autoriteit die hij aanwijst uitgesproken op voorstel van de commandant van de koninklijke cadettenschool".

Artikel 25.

In het derde lid van § 1 moeten de woorden "die hij aanwijst" worden vervangen door "die deze aanwijst".

De Franse tekst van § 2 zou als volgt moeten worden geredigeerd :

"§ 2. Si le maintien de l'intéressé présente un danger pour la discipline ou la bonne marche du service, le délai de préavis ... (voorts zoals in het ontwerp)".

Artikel 26.

Ook volgens de gemachtigde ambtenaar kan dit artikel vervallen.

.../...

Artikel 27.

Ook volgens de gemachtigde ambtenaar kan dit artikel vervallen.

Artikel 28.

Dit artikel zou in twee artikelen kunnen worden gesplitst als volgt :

"Artikel 26.-
De Minister van Landsverdediging bepaalt het model ...".

"Artikel 27.-
De militair ontvangt een exemplaar ...".

*

De bepalingen van de hoofdstukken VIII en IX zouden moeten worden ondergebracht in één hoofdstuk "Wijzigings- en opheffingsbepalingen", waarin de bedoelde wijzigingen en opheffingen in chronologische volgorde dienen te worden vermeld.

La chambre était composée de

Messieurs : J. MASQUELIN, président,
de Heren : voorzitter,

H. ROUSSEAU, conseillers d'Etat,
Ch. HUBERLANT, staatsraden,

P. DE VISSCHER, assesseurs de la section de législation,

C. DESCHAMPS, bijzitters van de afdeling wetgeving,

Madame : J. TRUYENS, greffier.
Mevrouw : griffier.

La concordance entre la version française et la version néerlandaise a été vérifiée sous le contrôle de M. J. MASQUELIN.

Le rapport a été présenté par M. J.-J STRYCKMANS, auditeur adjoint.

De overeenstemming tussen de Franse en de Nederlandse tekst werd nagezien onder toezicht van de H. J. MASQUELIN.

Het verslag werd uitgebracht door de H. J.-J STRYCKMANS, adjunct-auditeur.

LE GREFFIER - DE GRIFFIER, LE PRESIDENT - DE VOORZITTER,

J. TRUYENS. J. MASQUELIN.